

# La coalition des volontaires, une alliance “fragile” pour soutenir Kiev

**Ukraine** L'Europe et ses alliés cherchent rapidement des solutions de défense.

Entretien Valentin Dauchot

Les alliés de Kiev réunis au sein de la “coalition des volontaires” se sont retrouvés mardi à Paris en présence du président ukrainien Volodymyr Zelensky et des émissaires américains Jared Kushner et Steve Witkoff. Objectif: afficher leur “convergence” sur les garanties de sécurité à fournir à l'Ukraine et préciser les contours d'une “force multinationale” en cas d'hypothétique cessez-le-feu avec Moscou.

Officiellement mise sur pied à Londres en mars 2025, la *Coalition of the Willing* est régulièrement incarnée par le trio franco-germano-britannique très présent aux côtés de Volodymyr Zelensky. Elle se compose en réalité d'une trentaine d'États, dont les membres de l'Union européenne excepté la Hongrie, la Slovaquie, Malte et l'Autriche; un certain nombre de membres de l'Otan (Canada, Turquie, Norvège... mais pas les

États-Unis); et des pays tiers comme l'Australie et le Japon.

Tous, entendent unir leurs forces à des degrés divers pour soutenir politiquement, diplomatiquement et militairement l'Ukraine, et aider le pays à peser autant que possible sur les négociations de paix avec la Russie. Retour sur les raisons d'être et les limites de cette alliance ouverte avec Frédéric Mauro, chercheur associé à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris) et avocat au barreau de Bruxelles, spécialiste des questions de défense.

**Dans quel contexte a été créée la “coalition des volontaires”?**

Elle est sortie de terre au début de l'année 2025 pour plusieurs raisons. La première, c'est que les Européens ont bien compris qu'avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, les Américains ne s'engageraient pas militairement en Ukraine, et qu'ils ne fourniraient même pas de soutien en termes d'armement si ce n'est moyennant espèces sonnantes et trébuchantes. La deuxième raison relève du fait que l'Union européenne n'a aucune compétence en matière de défense sur le plan juridique. Elle est compétente pour ce qui relève de

l'industrie de l'armement, mais pas pour la défense proprement dite, parce qu'il y a toujours eu des voix pour s'opposer à une défense intégrée. Or, aucun État européen n'a les capacités de mettre en place, seul, une force d'interposition et encore moins une force d'intervention face à la Russie. L'union faisant la force, ils ont convenu d'une solution diplomatique qui permet de concevoir une forme de défense commune (et donc de fournir des garanties de sécurité, NdLR), et surtout de gagner du temps car ils n'interviendront militairement que si un cessez-le-feu est accepté par la Russie, ce qui est totalement utopique.

**Que représente cette alliance?**

C'est le germe, le début de quelque chose, la bonne voie à suivre parce qu'elle se fait en dehors des traités de l'Union. Pour modifier les traités ou activer les clauses qui donneraient plus de puissance à l'UE, l'unanimité est requise, or il y aura toujours des

voix pour s'y opposer. Il faut donc agir en dehors, réunir ceux qui veulent et peuvent se mettre d'accord pour former une Union européenne ou un “Eurogroupe de défense”, élargis à des pays alliés. Là où cette coalition des volontaires ne va pas assez loin, en revanche, c'est que pour produire des effets, elle devrait être à la fois “permanente” et “structurée”. La permanence, c'est le fait de s'inscrire dans le temps long, reposer sur des bases politiques, trouver un moyen de décider ensemble même si tous les membres ne sont pas d'accord. La notion de structure renvoie à la nécessité de planifier une dé-

fense: de quel armement a-t-on besoin tout de suite, puis dans cinq, dix ou quinze ans? Il faut donner des statuts à cette coalition, une base juridique qui fonde une authentique aptitude à décider ensemble, mais aucun des chefs d'État ou de gouvernement ne veut abdiquer l'illusion du pouvoir car les forces politiques internes leur reprocheraient immédiatement de brader la souveraineté nationale.

**Cette mission de défense ne relève-t-elle pas de l'Otan?**

Si, cela pourrait se faire au sein de l'Otan... À condition que les Américains nous laissent faire. Faute de quoi, il y a de nombreux points à régler. Si les Européens veulent intervenir seuls, ils doivent prioritairement résoudre trois questions: la question de la garantie nucléaire, celle des catalyseurs stratégiques (prioritairement le renseignement et les logiciels capables de traiter rapidement ce renseignement), et celle du commandement: qui dirige cette coalition, qui décide de recourir à la force, et qui dirige les opérations? Au sein de l'Otan, le problème ne se pose pas car c'est le SACEUR (Commandant suprême des forces alliées en Europe) qui donne les ordres, mais il est américain, il reçoit ses ordres à Washington. Ça fait trente ans que les dirigeants des pays européens essaient de créer une défense intergouvernementale à côté de l'Otan au lieu d'aller vers une défense commune, et on voit bien que ça ne marche pas. Comme le disait le révolutionnaire italien Antonio Gramsci, cité *ad nauseam*: “Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.”



Emmanuel Macron a reçu Volodymyr Zelensky à l'Élysée avant que tous deux n'assistent à un sommet réunissant 35 pays.